

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 mars 2023

BÂTIR LA SOCIÉTÉ DU BIEN VIEILLIR - (N° 643)

Retiré

AMENDEMENT

N ° AS644

présenté par

Mme Pouzyreff, M. Fait, M. Bordat, Mme Goetschy-Bolognese, Mme Rilhac, M. Sorez,
M. Pellerin, M. Ardouin, Mme Piron, Mme Klinkert et M. Marion

ARTICLE 8

Compléter l'article 8 par les phrases suivantes :

« Le rapport évalue également la différence de coût, pour l'État et les particuliers, entre une prise en charge des personnes en perte d'autonomie à domicile et une prise en charge en établissement et précise la couverture de ces deux dispositifs par les financeurs publics. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En 2019, selon une étude de la sécurité sociale, le coût d'une prise en charge pour une personne en perte d'autonomie était trois fois plus élevé en établissement qu'à domicile (35 000 € et 12 000 €). Les financeurs publics couvraient 95 % des dépenses totales de la prise en charge à domicile (9,3 milliards d'€), contre 65 % de la prise en charge totale en établissement (19,1 milliards d'€).

Alors que le Gouvernement tend de plus en plus à favoriser la dispense de soins, l'hospitalisation et la mise en œuvre des soins palliatifs à domicile et que 80 % des français indiquent aujourd'hui vouloir vieillir à domicile, cet amendement propose d'obtenir des chiffres récents pour traiter au mieux de ce sujet actuel. Ces données pourraient d'une part, conforter le Gouvernement et l'amener à renforcer encore davantage ses actions en faveur de la prise en charge à domicile, d'autre part, inciter les particuliers à se diriger vers ce dispositif.